

CONSEIL FÉDÉRAL: RÉVISION DE L'ORDONNANCE SUR LES PLACEMENTS COLLECTIFS (OPCC)—INTRODUCTION DU LIMITED QUALIFIED INVESTOR FUND (L-QIF)

Legal Update/Février 2024: Limited Qualified Investor Fund (L-QIF).

En résumé—Le 31 janvier 2024, le Conseil fédéral a adopté une **révision de l'ordonnance sur les placements collectifs** (OPCC) en lien avec le Limited Qualified Investor Fund (L-QIF). Cette révision intervient à la suite de l'introduction par le Parlement, le 17 décembre 2021, de ce nouveau type de placement collectif dans la loi fédérale sur les placements collectifs (LPCC). La révision entrera en vigueur le **1er mars 2024**.

A. Introduction

Jusqu'à présent, les placements collectifs suisses étaient soumis à l'approbation, respectivement à l'autorisation de la FINMA. Avec le L-QIF, la LPCC prévoit désormais la possibilité pour un placement collectif d'être **dispensé de l'obligation d'obtenir une telle approbation ou autorisation**.

Cette dispense, accompagnée de **prescriptions de placements très souples**, permettra d'améliorer la compétitivité du marché suisse des placements collectifs en réduisant les coûts de constitution et le délai de mise sur le marché (*time to market*).

Le L-QIF doit revêtir l'une des **formes juridiques** suivantes, déjà prévues par la LPCC: fonds de placement contractuel (FCP), société d'investissement à capital variable (SICAV) ou société en commandite de placements collectifs (SCmPC).

Le L-QIF constitue un véhicule d'investissement particulièrement intéressant pour les **clients privés fortunés** (HNWI) domiciliés en Suisse, les **institutions de prévoyance** suisses et les **investisseurs qualifiés** hors UE.

B. Caractéristiques essentielles du L-QIF

- ➔ Le **cercle des investisseurs** est restreint aux investisseurs qualifiés², à savoir:
 - les clients **professionnels par nature**, y compris les clients institutionnels;
 - les clients **professionnels sur option**, soit les HNWI et les structures d'investissement privées instituées pour les HNWI qui demandent à être traités comme des clients professionnels (*opting out*); et
 - les **clients privés ayant conclu un contrat de gestion de fortune ou de conseil en investissement** avec un intermédiaire financier soumis à surveillance, pour autant qu'ils n'aient pas signifié leur refus d'être considérés comme qualifiés (*opting in*).
- ➔ L'**administration** du L-QIF est exercée comme suit:
 - L'administration du L-QIF revêtant la forme d'un **FCP** ou d'une **SICAV** et les décisions en matière de placement doivent être exercées par une **direction de fonds**.

¹ Se prononce en principe [əl.ku.if]

² Art. 10 (3) et (3ter) LPCC; s'agissant de la classification des clients, prière d'également vous référer à notre Legal Update LSFIn-10 et à son annexe

CONSEIL FÉDÉRAL: RÉVISION DE L'ORDONNANCE SUR LES PLACEMENTS COLLECTIFS (OPCC)—INTRODUCTION DU LIMITED QUALIFIED INVESTOR FUND (L-QIF)

- La direction des affaires du L-QIF revêtant la forme d'une **SCmPC** doit en principe être déléguée à un établissement disposant au moins d'une autorisation comme **gestionnaire de placements collectifs**³.
 - Quelle que soit la forme du L-QIF, les **décisions en matière de placement** pourront être sous-déléguées à un établissement disposant au moins d'une autorisation comme **gestionnaire de placements collectifs**⁴.
 - Le L-QIF ne nécessite **pas d'approbation ou d'autorisation** de la FINMA et n'est pas soumis à la surveillance de cette autorité. La création ou la dissolution d'un L-QIF doit néanmoins être **annoncée** dans un délai de 14 jours au Département fédéral des finances (DFF), lequel tient un registre public de tous les L-QIF ainsi que des établissements chargés de leur administration.
 - Les L-QIF revêtant la forme d'un **FCP** ou d'une **SICAV** sont soumis aux mêmes prescriptions que les autres fonds en placements alternatifs.
 - Aucune restriction ni technique de placement spécifique n'est prévue pour les L-QIF revêtant la forme d'une **SCmPC**.
 - Des règles particulières s'appliquent aux L-QIF détenant des **actifs immobiliers**.
 - Le montant de la **fortune minimale** d'un L-QIF constitué sous la forme d'un **FCP** ou d'une **SICAV** doit atteindre CHF 5 millions au plus tard un an après le lancement du fonds. La direction du fonds est habilitée à décider de prolonger à deux reprises le délai de six mois.
 - Le L-QIF n'est pas soumis à l'obligation de publier un **prospectus** ni d'établir une **feuille d'information de base**.
 - L'existence de **liens familiaux** entre les investisseurs ne constitue pas en soi un obstacle à la création d'un L-QIF. L'établissement chargé de l'administration et la société d'audit doivent vérifier au cas par cas si les critères constitutifs d'un placement collectif sont remplis (notamment sous l'angle du respect du critère de l'indépendance entre les investisseurs).
- C. Autres points d'attention en lien avec le L-QIF (survol)**
- Les **dispositions de la LPCC** s'appliquent en principe au L-QIF à l'exception notamment des prescriptions en matière de placement.
 - Les **restrictions et techniques de placement** applicables au L-QIF sont définies de manière libérale:

³ La direction des affaires du L-QIF revêtant la forme d'une SCmPC peut être déléguée aux établissements suivants: gestionnaires de placements collectifs, banques, directions de fonds, maisons de titres ou entreprises d'assurance. Lorsque ces établissements sont les associés indéfiniment responsables du L-QIF, celui-ci peut exercer lui-même la direction des affaires sans qu'une délégation de ces tâches soit nécessaire.

⁴ Les décisions en matière de placement peuvent ainsi être déléguées aux établissements indiqués à la note précédente. En particulier, elles ne peuvent pas être déléguées aux gestionnaires de fortune bénéficiant des règles de minimis (art. 24 (2) LFin) ni aux institutions de prévoyance.

CONSEIL FÉDÉRAL: RÉVISION DE L'ORDONNANCE SUR LES PLACEMENTS COLLECTIFS (OPCC)—INTRODUCTION DU LIMITED QUALIFIED INVESTOR FUND (L-QIF)

- ➔ Un L-QIF peut être constitué sous la forme d'un **fonds à investisseur unique**. Une éventuelle sous-délégation des décisions en matière de placement à l'investisseur unique n'est possible que si celui-ci est un établissement assujéti à la surveillance de la FINMA.
- ➔ Le L-QIF n'entre pas dans le champ d'application de la **loi fédérale sur le blanchiment d'argent** (LBA) et est ainsi libéré de l'obligation d'adhérer à un organisme d'autorégulation. L'établissement chargé d'administrer le L-QIF est toutefois tenu de garantir le respect des obligations découlant de la LBA.
- ➔ En l'état, un **régime fiscal** particulier n'est pas prévu pour les L-QIF. Les règles d'imposition applicables généralement aux fonds concernés demeurent ainsi en principe pertinentes. Il peut cependant être important de tenir compte de certaines spécificités en pratique, notamment lorsque le fonds concerné a un nombre restreint d'investisseurs.
- ➔ Bien que le L-QIF ne soit pas soumis à la surveillance de la FINMA, celle-ci peut ouvrir une **procédure directe** contre un L-QIF ou les personnes qui l'ont constitué et qui l'exploitent si ce fonds n'est pas exclusivement réservé à des investisseurs qualifiés ou si son administration n'est pas exercée ou n'est pas déléguée conformément aux prescriptions légales. Dans les autres cas, la FINMA peut se retourner contre les établissements chargés d'administrer le L-QIF.
- ➔ La **société d'audit** doit signaler à la FINMA tout manquement essentiel aux prescriptions applicables au L-QIF sous forme d'irrégularités dans son rapport concernant l'audit prudentiel de l'établissement chargé d'administrer le L-QIF.
- ➔ Pour pouvoir gérer les actifs d'un L-QIF, un **gestionnaire de fortune collective** sera potentiellement appelé à modifier son organisation et à soumettre à la FINMA les changements nécessaires. Il doit en effet garantir qu'il dispose en tout temps d'une organisation appropriée et que les personnes chargées des décisions en matière de placement jouissent des qualifications professionnelles requises.
- ➔ Pour pouvoir agir comme **banque dépositaire** d'un L-QIF revêtant la forme d'un **FCP** ou d'une **SICAV**, une banque devra obtenir une autorisation préalable de la FINMA. Dans ce contexte, elle devra notamment démontrer qu'elle dispose d'une organisation adaptée à son activité de banque dépositaire de placements collectifs et de personnel qualifié. Une banque doit en principe disposer d'au moins trois postes à temps plein avec droit de signature pour accomplir une activité de banque dépositaire de placements collectifs.

Vos contacts chez OBERSON ABELS SA



Philipp Fischer
pfischer@obersonabels.com
T +41 58 258 88 88



Antoine Amiguet
aamiguet@obersonabels.com
T +41 58 258 88 88

La présente note est de nature générale et ne constitue pas un avis juridique. Nous restons à votre disposition si vous avez des questions concernant ce qui précède.